<https://www.elcorreo.eu.org/USA-Super-PACs-super-influenceurs>

USA : Super PACs, super influenceurs

- Empire et Résistance - « Gringoland » (USA) -

Date de mise en ligne : jeudi 7 mars 2024

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Pour comprendre les phénomènes politiques et sociaux en Amérique Latine, il est impossible d'ignorer ce qui s'est passé ou se passe aux États-Unis. Les exemples vont de la conception d'agences secrètes à la manipulation des médias, des réseaux et des élections, en passant par les décisions judiciaires.

Selon la loi fédérale sur les campagnes électorales (*Federal Election Campaign Act*), les contributions sont soumises à certaines limites. Un citoyen ne peut donner plus de 3 300 dollars par élection. Une fois la générosité des gens ordinaires limitée, la loi montre ses faiblesses pour les *lobbies*. L'un des acteurs majeurs de l'administration du pouvoir social sont les [Political Action Committees \(PACs\)](#) qui, comme les sectes, sont exonérés d'impôts, bien que leurs activités tournent autour du grand capital. Exemptés d'impôts et exemptés de révéler leurs sources de revenus. Libres de harceler les institutions - putain.

En 2010, la Cour suprême des États-Unis (avec une large majorité de juges élus par des présidents conservateurs) a statué en faveur de *Citizens United*, une autre « organisation à but non lucratif » en faveur des droits des grandes entreprises. Son fondateur, franc-maçon et admirateur de Ronald Reagan, [Floyd Brown](#), la définit de manière symptomatique : « Nous sommes des gens qui se fichent de la politique ; des gens qui veulent que le gouvernement les laisse tranquilles ; mais si leur pays les appelle à se battre à l'étranger, ils le feront volontiers ». Pour ce fanatisme anglo-saxon, les interventions brutales dans d'autres pays ne sont ni politiques ni liées à des intérêts économiques, mais relèvent du pur patriotisme et de l'amour de la liberté - la liberté vis-à-vis de l'union des esclaves, représentée par le drapeau jaune du petit serpent brandi avec passion par les colonisés en Amérique Latine.

Comme toute organisation au service d'une élite oligarchique, leur devise comprend les mots « restaurer » et « revenir au bon vieux temps », « rendre le gouvernement aux citoyens », ainsi que le récit classique qui coule vers le sud depuis des générations : « réaffirmer les valeurs américaines traditionnelles d'un gouvernement minimal, de la défense de la libre entreprise, d'une famille forte, de la souveraineté et de la sécurité nationale ».

En 2009, cette puissante organisation privée a intenté une action en justice contre la Commission Electorale Fédérale. Par cinq voix contre neuf, la Cour suprême a statué que les méga-corporations sont des citoyens « participants aux discours politique... « Qu'une société multimilliardaire ne puisse pas donner quelque centaines de millions de dollars à un candidat au Sénat ou à la présidence violait la « liberté d'expression ». La décision a introduit de multiples restrictions : les ultra-milliardaires ne peuvent pas donner des sommes obscènes aux candidats, sauf par l'intermédiaire de fondations de façade, connues comme sans but lucratif » et différenciées des PAC par le superlatif « super » : les Super PACs n'ont pas de limites de donation à des groupes qui promeuvent une candidature particulière. De plus, ils ont désormais le droit de le faire de manière anonyme, ce qui est connu sous le nom d'*argent noir*.

Bien sûr, au pays des lois, tout est légal. La corruption illégale, historiquement fonctionnelle à ces mêmes transnationales, est l'apanage des races inférieures (cultures malades, mentalités sous-développées) des colonies. Encore une preuve irréfutable de l'observation d'Anatole France : « La loi, dans sa magnifique équanimité, défend aux riches comme aux pauvres de dormir sous les ponts, de mendier dans les rues et de voler du pain ».

Comme c'est souvent le cas dans une démocratie « séquestrée » par les entreprises, les citoyens avaient une opinion différente avant d'être vaccinés. Un sondage réalisé par *ABC News* et le *Washington Post* a révélé que 80 % des Américains s'opposaient à la proposition de [Citizens United](#) d'éliminer les limites aux dons faits aux hommes politiques. Évidemment, tout cela n'a pas d'importance ni d'effet juridique. Cinq votes sur neuf ont décidé du sort de

320 millions d'Américains et, par extension, d'une grande partie du reste du monde.

Plusieurs tentatives ont été faites pour au moins révéler l'identité des super donateurs. L'une d'entre elles était une loi adoptée par la Californie, qui exigeait la divulgation de l'origine des dons de plusieurs millions de dollars à des causes politiques. Le procès contre cette loi a été intenté par la fondation [Americans for Prosperity](#), un autre « organisme à but non lucratif » exonéré d'impôts, fondé par le milliardaire [Charles Koch](#), son frère David Koch et le groupe conservateur [Thomas More Law Center](#).

La Cour suprême a jugé que la loi violait le droit des super millionnaires, établi dans l'arrêt de 2010. La transparence est une violation du droit à la vie privée des lobbies. Ces pratiques sont connues depuis le 19ème siècle, mais depuis le nouvel arrêt de 2010, le business de la politique s'est multiplié.

Prenons un seul cas parmi des centaines d'entreprises qui se consacrent à la création de l'opinion publique, aujourd'hui avec plus d'impunité que jamais. [Berman and Company](#), fondée par le lobbyiste Richard Berman, est l'un des plus grands conglomérats dédiés à la création de l'opinion par la diabolisation ou le dénigrement des adversaires de ses clients. Bien qu'il s'agisse d'une société privée dont les bénéfices se chiffrent en dizaines de millions de dollars, elle possède des dizaines d'« organisations à but non lucratif » qui servent de façade à son action dans le monde des médias et à l'encaissement de dons et de paiements. Pourquoi ? Parce que, selon les lois que ces mêmes groupes d'intérêt ont réussi à faire adopter, les dons aux groupes "à but non lucratif" se font dans le secret le plus total. La loi protège l'anonymat des donateurs. Tout cela au nom de la liberté. Rick Berman, avocat spécialisé dans les relations de travail, a fondé l'« [Enterprise Freedom Action Committee](#) », une organisation de droite qui se consacre à l'[astroturfing](#) (voir le chapitre "Relations sociales et astroturfing" dans *Flies in the Spider's Web*), c'est-à-dire à la création depuis en haut de faux « mouvements populaires » pour servir les intérêts de ceux qui sont en haut de l'échelle. Berman a ainsi inventé le « [Center for Consumer Freedom](#) », l'« [American Beverage Institute](#) » (en faveur de la consommation d'alcool), l'« [Employment Policy Institute Foundation](#) » (au profit des travailleurs), le « [Center for Union Facts](#) » (pour éduquer les travailleurs sur les méfaits du syndicat)).

Le 30 octobre 2014, le *New York Times* a publié une confession du puissant M. Berman à un micro ouvert : « Les gens me demandent toujours : comment puis-je savoir que je ne serai pas découvert, que ce que je fais est motivé par des considérations politiques ? C'est que tout ce que nous faisons passe par des organisations à but non lucratif, qui sont protégées contre toute obligation de divulguer l'identité de leurs donateurs. L'anonymat est total. Les gens ne savent pas qui nous soutient ». Il a également donné quelques conseils pour manipuler l'opinion publique : « L'humour doit être utilisé pour discréditer ou marginaliser nos adversaires ». Comme on sait que l'humour est quasi inexistant sur les réseaux sociaux, le nouveau Bernays faisait sans doute référence à la ridiculisation de l'adversaire. « Certains disent que nous sommes des hélicoptères noirs... Ils ont en partie raison. Notre travail consiste à attaquer la capacité de nos adversaires à opérer », a reconnu M. Berman.

La liberté de pression s'appelle liberté d'expression et n'inclut pas le droit de savoir.

Jorge Majfud* pour [Página12](#)

[Página12](#). Buenos Aires, le 6 mars 2024.

* **Jorge Majfud** est Uruguayen, écrivain, architecte, docteur en philosophie pour l'Université de Géorgie et professeur de Littérature latinoaméricaine et de Pensée Hispanique dans la Jacksonville University, aux États-Unis d'Amérique. *College of Arts and Sciences, Division of Humanities*. Il est auteur des romans « [La reina de América](#) » (2001), « [La ciudad de la Luna](#) » (2009) et « [Crise](#) » (2012) ; [LA FRONTERA SALVAJE](#) : 200 años de fanatismo anglosajón en América Latina », entre d'autres livres de fiction et d'essai. Blog : [Estudios Críticos](#)

Traduit de l'espagnol pour [El Correo de la Diáspora](#) par : Estelle et Carlos Debiasi.

[El Correo de la Diaspora](#). Paris, le 7 mars 2024.

Cette <spanxmlns:dct="http://purl.org/dc/terms/" href="http://purl.org/dc/dcmitype/Text" rel="dct:type">création par <http://www.elcorreo.eu.org> est mise à disposition selon les termes de la [licence Creative Commons Paternité - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 3.0 Unported](#). Basée sur une œuvre de www.elcorreo.eu.org